



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Troisième session, 57^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 6

le mercredi 5 décembre 2012

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

Reprise du débat sur la motion portant sur une adresse en réponse au discours du trône.

Débat interrompu faute de temps.

Reprise du débat le mercredi 5 décembre 2012.

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

4, *Loi modifiant la Loi sur les produits naturels.* L'hon. M^{me} Blais, c.r.

6, *Loi modifiant la Loi sur le paiement des services médicaux.* L'hon. M. Flemming, c.r.

COMITÉ PLÉNIER

2, *Loi concernant la réforme de l'impôt foncier.* L'hon. M. Fitch.

3, *Loi concernant la Loi sur la prestation de services régionaux.* L'hon. M. Fitch.

5, *Loi modifiant la Loi sur les véhicules à moteur.* L'hon. M. Trevors.

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 novembre 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

7, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif.* M. Boudreau.

8, *Loi sur l'inscription des lobbyistes.* M. Fraser.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 1 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que la fermeture imminente de la mine Xstrata, à Bathurst, entraînera directement et indirectement la perte de centaines d'emplois ;

attendu que l'économie du Nord a subi au cours des dernières années de nombreux revers en raison du déclin de diverses industries et que la fermeture de Xstrata ne fera qu'exacerber le ralentissement économique ;

attendu que la base de connaissances, le savoir-faire et les ressources humaines dans la région assureraient un excellent terrain de formation aux personnes intéressées à acquérir des compétences en matière d'exploitation minière ;

attendu que des compagnies minières à l'échelle mondiale cherchent des milliers de travailleurs qualifiés dans les métiers miniers ;

attendu que l'instauration d'un programme des métiers miniers et d'un centre d'excellence en exploitation minière, ainsi que les possibilités de recherche qui en découleraient, ouvrirait au nord du Nouveau-Brunswick d'importantes perspectives économiques ;

attendu que l'établissement de formation et le centre d'excellence aideraient tant le nord du Nouveau-Brunswick que l'exploitation minière dans l'ensemble du Canada ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à nouer un partenariat avec l'industrie minière et le gouvernement fédéral en vue d'établir un centre d'excellence en exploitation minière et un centre de formation à Bathurst après la fermeture de la mine.

Motion 2 — M. Collins, appuyé par M. Doucet, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, la résolution suivante :

attendu que les travaux de remise à neuf de Point Lepreau ont trois ans de retard et dépassent de 1 milliard de dollars le budget ;

attendu que l'ancien gouvernement progressiste-conservateur de Bernard Lord a signé en 2006 le contrat de remise à neuf, sans que ce dernier prévoie une protection suffisante contre un dépassement aussi excessif des coûts de la part de la société d'État fédérale EAAC ;

attendu que le ministre de l'Énergie a dit à la Chambre que son gouvernement n'acceptera rien de moins du gouvernement du Canada que l'indemnisation intégrale du dépassement des coûts à Point Lepreau ;

attendu que l'opposition appuie l'intention du ministre de l'Énergie d'obtenir une indemnisation intégrale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick de définir « indemnisation intégrale » et d'expliquer à la population du Nouveau-Brunswick comment le ministre de l'Énergie obtiendra du gouvernement fédéral l'indemnisation intégrale du montant total du dépassement des coûts à Point Lepreau.

Motions portant dépôt de documents

Motion 3 — M. Arseneault, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 6 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre, d'une part, les ministères, les organismes, les sociétés de la Couronne, les conseils et d'autres entités du gouvernement provincial et, d'autre part, Alexander Proudfoot.

Motion 5 — M. Fraser, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les renseignements détaillés — y compris les dossiers de vol, la destination finale, la durée du séjour, les escales imprévues et les occupants —, quel que soit le support, relativement à l'exploitation et à l'utilisation depuis le 13 octobre 2010 de l'avion de la province ou de tout autre avion nolisé.

Motion 6 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment toute forme de correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 13 octobre 2010 entre le ministère du Développement social, d'autres ministères, des organismes gouvernementaux ou des sociétés de la Couronne, des groupes de parties prenantes et des membres du personnel gouvernemental, notamment des ministres, des députés provinciaux et des membres du personnel de ministères, relativement aux personnes dont la demande d'aide sociale a été refusée parce qu'elles sont sans adresse permanente.

Motion 7 — M. Collins, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 13 décembre 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés depuis le 1^{er} octobre 2010 entre le ministère de l'Énergie et des Mines, le Cabinet du premier ministre, le Bureau du Conseil exécutif, le ministère des Ressources naturelles et d'autres personnes ou sociétés relativement à l'engagement des services d'experts-conseils, de compagnies de communications et de compagnies de relations publiques pour fournir des conseils en matière de communication stratégique, de relations publiques, de marketing ou d'autres indications et documents du genre se rapportant aux discussions publiques sur les questions liées à l'exploration et à l'exploitation du gaz de schiste, notamment la correspondance, les notes de service, les contrats, les directives, les propositions et les factures ainsi que les renseignements détaillés de tous les coûts engagés pour de tels services.

PÉTITIONS

1, M. Kenny — présentée le 4 décembre 2012.

RÉUNION DE COMITÉ

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative se réunira le vendredi 7 décembre 2012, à 11 h 30 (ou immédiatement après l'ajournement de la Chambre), dans la salle de conférence du président, au sous-sol de l'Assemblée législative.

RAPPORTS/DOCUMENTS

DÉPÔT À LA CHAMBRE

Comptes publics, Volume 2, Information supplémentaire pour l'exercice terminé le 31 mars 2012
— déposé par l'hon. M. Higgs, le 4 décembre 2012.

Listes d'employés et de fournisseurs supplémentaires non vérifiées, 2011-2012
— déposé par l'hon. M. Higgs, le 4 décembre 2012.

DÉPÔT AU BUREAU DU GREFFIER

Rapport annuel 2011-2012, RPC Science et ingénierie — déposé le 4 décembre 2012.

Rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, Volume 1, 2012
— déposé le 4 décembre 2012.

Rapport de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick, Volume 2, 2012
— déposé le 4 décembre 2012.

Donald J. Forestell,
greffier de l'Assemblée législative